



Acte III : L'émotion de l'Hermine

Texte soumis par trois fois par le Chancelier à l'approbation des 66 Herminés et modifié en fonction de leurs remarques.

Le monde vit une époque charnière importante pour la vie de ses Sociétés. Face à une méfiance accrue à l'égard des autorités héritées, elle recherche une évolution des gouvernances. Un parallèle – qui nous relie à l'origine de l'Ordre de l'Hermine - pourrait être établi avec la sortie du moyen-âge en Europe et la remise en cause des allégeances féodales.

Un progrès de l'organisation territoriale française ne peut être envisagé en dehors de l'Europe et de ses communautés. L'engagement de procéder à ce qu'il est convenu d'appeler le 3^e acte de la décentralisation, procédait, pensions-nous, de la nécessité d'une mise à niveau d'une harmonisation. Une personnalité qualifiée, bretonne de surcroît, Marylise Lebranchu, s'était vue confier la responsabilité de coordonner l'élaboration de la Loi. Un espoir pour certains..

Les titulaires du Collier de l'Hermine, qui rassemblent des compétences dans la culture et dans les autres secteurs : l'économie, l'entreprise, le droit, la médecine, etc, affirment que les progrès de la démocratie ne peuvent se faire dans un contexte de méfiance. La performance collective et le dynamisme se fondent autant – ceci est de plus en plus reconnu - sur des valeurs comme la solidarité et l'empathie, l'imaginaire et l'identité, qui ne sont pas égales à tous les échelons et sur tous les territoires.. Or la constitution française est, à cet égard, méfiante. Le Pacte Républicain ne règle pas tout.

Grande est aujourd'hui l'émotion de la Bretagne lorsqu'elle constate le gâchis des opportunités perdues faute d'une organisation rationnelle de la chaîne de décision fondée sur une analyse fine des créneaux utiles.. L'État, qui devrait s'inspirer de la subsidiarité pour y arriver, n'arrive pas à dénoncer la vision centralisatrice. Pourtant d'autres grands pays l'ont fait -

Nos traditions celtiques nous portent à trouver plus efficace le fédéralisme. Mais les Girondins, deux siècles après, n'ont pas encore triomphé d'un jacobinisme resté arc-bouté sur des certitudes dépassées.

Les Bretons pensent Europe - donc la subsidiarité - et l'expérimentation permettraient de valider des options vertueuses restées virtuelles dans de nombreux secteurs; pour autant, il est illusoire et contre-productif que soit exigée l'extension obligatoire de modèles à des régions ou territoires qui n'ont pas toutes les mêmes caractéristiques, ne serait-ce que physiques.

Plutôt mieux que d'autres, la Bretagne a résisté à la crise jusqu'en 2012. Mais elle fléchit sérieusement depuis peu, reste fragile et trop souvent dépendante de filières anciennes. Dans trop de cas, faute d'anticipation et d'innovation, de pouvoir régional, une mutation courageuse n'a pas été possible. L'État, seul maître de l'aménagement du territoire, y a renoncé et lui a souvent substitué des résistances héroïques plus électorales qu'efficaces.

Bref, il manque un plan concerté et décentralisé.

Ce qui nous rassemble, le « lien breton », d'origine culturelle, doit être pris en compte dans nos cinq Départements rassemblés. Une Région de Bretagne compétente et chef de file sur des sujets économiques, de gestion foncière ou de l'eau, des infrastructures rurales, industrielle, urbaine.. Il en va de même de l'éducation bilingue, de l'enseignement supérieur ou encore du logement, de l'industrie des loisirs, de l'audiovisuel. La Bretagne mérite un média TV pour dialoguer avec tous ses enfants.

Nous revendiquons une fiscalité régionale responsable, non subie comme l'injuste écotaxe, et l'attribution directe des fonds européens.

Nous sommes bien conscients qu'il nous faut, dans le contexte international, un tissu de villes puissantes et actives, mais l'agglutination démographique n'est pas toujours synonyme de qualité. Un plan qui consisterait à faire, de Saint-Malo, Rennes, St-Nazaire et jusqu'à Nantes, voire Angers, une conurbation dévorante suppose non seulement un coût souvent accru, mais entraîne aussi une division de l'identité ainsi qu'une instabilité sociale.

Une réforme régionale courageuse est œuvre importante ; elle fut désignée comme telle par tous les Chefs d'État français. Pourtant, presque tous les grands esprits décentralisateurs, Charles de Gaulle le premier, s'y sont cassé les dents.

Un échec de cet acte III serait tragique. Le discours de Dijon du candidat François Hollande avait introduit une espérance. Mais qui peut à présent croire en une dynamique décentralisée de la part d'un État fondé non réformable et sur la centralisation ?

Les discussions de la Loi sont entamées. Mais alors que l'engagement du Candidat partait de la description des compétences de la Région, le Gouvernement a commencé par les métropoles. Alors que le Candidat proposait une feuille de route différenciée, ce sont des compétences générales qui seraient proposées à chaque niveau. Le vocable même de « réforme régionale » a disparu au profit de « réforme des collectivités locales », déjà nombreuses à bénéficier des compétences générales, et à y en ajouter une autre, comme si le « millefeuille » n'était pas assez sucré.

La Bretagne n'est pas seule à être inquiète, à commencer par *l'Assemblée des Régions de France*. A l'occasion de son 9^e congrès, le 20 septembre à Nantes, son président, Alain Rousset, lançait un message d'alerte sur les ressources. Constatant que la centralisation traverse tous les courants de pensée, il ajoute que la décentralisation est, d'abord, un problème de confiance et de responsabilité. (*)

En Europe plusieurs Régions, souvent des nations très anciennes, n'acceptent plus un diktat organisationnel sur le mode dominant/dominé – Les conséquences sont d'abord culturelles, mais elles s'étendent aux chances économiques qui conditionnent aussi le modèle sociétal -

L'État français n'arrivant pas à se recentrer sur ses fonctions régaliennes, se montre impuissant à ouvrir le débat du XXI^{ème} siècle ; Il reste faible, limité ; son message est illisible. Les textes nouveaux ne clarifient rien. Ils freinent une construction européenne déjà ardue. Cet État ne s'est même pas rendu compte qu'une lassitude s'est emparée de l'ancienne dynamique au point que les défis lancés risquent bien de n'être relevés par personne.

Les titulaires du Collier de l'Hermine appellent de leurs vœux, en France, un grand débat sur l'organisation des structures de décision et des territoires ; nos voisins ont de l'avance sur nous et c'est la seule manière de construire l'Europe dans le respect de ses peuples. Ils rappellent à ses engagements le Président de la République. Question de confiance, là-aussi. Les Bretons, qui l'ont fortement élu, se seraient-ils trompés ?

Signé : pour le Collège des Herminés,

Le Chancelier

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Alain', written over a horizontal line.

(*) Lire le discours sur internet : lien <http://www.arf.asso.fr/wpcontent/uploads/2013/09/20130918-Intervention-dAlain-Rousset-au-9e%CC%80me-Congre%CC%80s-de-lARF-clo%CC%82ture.pdf>

Mots-clés.

Culture, imaginaire, performance collective, dynamisme, solidarité, démocratie, anticipation, émotion, bonheur, confiance .

